

Après les tueries de Gaza, il est temps de prendre des mesures répressives

Diana Buttu, 4 avril, The Washington Post.



Diana Buttu a été conseillère de l'équipe des négociateurs palestiniens et a été directement impliquée dans les négociations avec Israël et l'Organisation de Libération de la Palestine.

Le meurtre de 18 manifestants palestiniens à Gaza vendredi dernier était tout à fait prévisible. Il était aussi tout à fait évitable. Les victimes prenaient part à la marche annuelle du Jour de la Terre en commémoration du meurtre, en 1976, de six Palestiniens qui protestaient contre la confiscation par Israël de milliers de mètres carrés de leurs terres. L'événement de cette année marque aussi les 70 ans de nettoyage ethnique des Palestiniens et l'expulsion de leurs terres lors de la création de l'État d'Israël. Les participants ont marché vers la limite Est lourdement fortifiée entre Gaza et Israël, dans une démonstration symbolique de retour vers leur terre et vers les maisons dont eux et leurs familles sont originaires. Mais, avant même que la marche n'ait débuté, Israël annonçait qu'il déploierait plus de 100 snipers, des hélicoptères chargés de gaz lacrymogène et des tanks pour tirer sur les manifestants. Au bout d'une journée, les soldats israéliens avaient tué 18

Palestiniens à balles réelles et en avaient blessé plus de 1 700. Et ce, en dépit du fait qu'aucun soldat israélien n'a subi de préjudice ni n'a même été en danger.

C'est bien là que réside la tragédie : les Palestiniens manifestant contre le meurtre de Palestiniens non armés se font eux-mêmes tirer dessus par l'armée israélienne.

L'armée israélienne a tweeté que « tout a été sous contrôle, tout était pertinent et mesuré, et nous savons où chaque balle a abouti ». Le tweet a vite été détruit quand une vidéo est sortie montrant des soldats tirant dans le dos sur Abed el-Fatah Abed el-Nabi, âgé de 19 ans.

La tragédie ne réside pas seulement dans le meurtre de Palestiniens, mais dans les réponses d'Israël et des États Unis à ce massacre. C'est devenu un lieu commun, certes attendu, que le meurtre de Palestiniens soit ignoré, mais, ce qui est plus effrayant, applaudi par les Israéliens comme l'a été le massacre de plus de 2 200 Palestiniens à Gaza en 2014. Avigdor Lieberman, le ministre de la défense d'Israël – qui un jour a appelé à la décapitation de citoyens palestiniens d'Israël qu'il estimait déloyaux – s'est bien sûr empressé de féliciter l'armée israélienne, déclarant que ses soldats « méritent un éloge ». Les appels de Palestiniens, de l'Union Européenne et des Nations Unies pour une enquête indépendante furent promptement rejetés, Israël et l'administration Trump se rejoignant pour bloquer toute approbation d'une enquête par le Conseil de sécurité. Israël a aussi immédiatement annoncé qu'il ne passerait même pas par la mise en scène consistant à mener sa propre enquête interne. Le message envoyé par Israël et par les États Unis est que les vies des Palestiniens sont superflues, ne valent la peine d'aucune enquête, même lorsqu'il est clair que leurs vies leur ont été ôtées dans l'illégalité.

Une enquête indépendante mettrait en lumière le fait que Gaza demeure sous le régime militaire d'Israël vieux de 50 ans et

sous dix ans de blocus, coupé du monde. Cela soulignerait sans aucun doute qu'en plus de la barrière électrifiée sur ses côtés est et nord, Gaza est enfermée par un mur de béton côté sud et par le blocus naval à l'ouest. Elle mettrait en relief que tous les Palestiniens qui ont été tués l'ont été à l'intérieur de Gaza, et dans la « zone tampon » imprécise imposée par Israël qui, en de nombreux endroits coupe le territoire de Gaza, de zones de pas moins de 300 mètres. Selon les mots de l'ami d'un manifestant tué vendredi : « nous n'avons pas pénétré la zone tampon, c'est la zone tampon qui est venue à nous ». Une enquête indépendante mettrait sans doute en évidence qu'on ne peut tirer que contre des combattants engagés dans une action militaire. Tuer des gens n'est ni un jeu vidéo ni un sport. En somme, une enquête révélerait que pour Israël, peu importe que des Palestiniens manifestent, nos vies sont considérées superflues.

C'est pour ces raisons qu'Israël et l'administration Trump bloquent catégoriquement toute enquête sur ce qu'il s'est passé vendredi. C'est pourquoi le temps est venu pour un embargo sur les armes et pour des sanctions contre Israël de l'apartheid, à l'image de l'embargo sur les armes imposé par les Nations Unies contre l'Afrique du Sud de l'apartheid. Ce n'est pas sans précédent aux États Unis, où la loi sur le contrôle de l'exportation d'armes a le pouvoir d'assurer que des armes ne soient pas données à un gouvernement « qui s'engage dans un modèle persistant de graves violations des droits humains reconnus au niveau international ». Une semblable législation existe dans l'UE. Ce qui manque c'est la volonté politique. Au contraire, tandis que les États Unis et l'UE continuent à essayer de rassurer Israël, les Palestiniens paient le prix – de leur vie.

Source : [The Washington Post](#)

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Quelle suite pour Gaza après le massacre à la Journée de la Terre par Israël ?

Haidar Eid – Al Jazeera – 5 avril 2018

La seule fenêtre d'espoir pour Gaza, en plus de notre propre mobilisation de masse, réside dans la campagne BDS grandissante.



L'armée israélienne a tué plus d'une douzaine de Palestiniens qui manifestaient le long de la frontière est de la bande de Gaza lors de la Journée de la Terre, le 30 mars 2018. (AP)

Après avoir imposé un blocus meurtrier sur les deux millions d'habitants de la bande de Gaza pendant onze ans, et avoir lancé trois agressions massives génocidaires au cours de ces sept dernières années – aidé en cela par la complicité de la soi-disant communauté internationale et le silence des régimes arabes réactionnaires –, Israël a, la semaine dernière, commis un nouveau massacre contre des manifestants pacifiques qui

commémoraiient la Journée de la Terre et revendiquaient leur droit au retour.

Le vendredi 30 mars, les soldats israéliens ont tué 17 civils et en ont blessé plus de 1400 – la plupart avec des balles réelles. Selon l'armée israélienne, le massacre s'est déroulé comme prévu. Son porte-parole a tweeté – et par la suite, supprimé – que « (le 30 mars) *rien ne s'est accompli sans être maîtrisé ; tout a été correct et mesuré. Nous savions où chaque balle allait atterrir* ».

Au début de la Deuxième Intifada, en 2000, j'ai écrit ce qui suit :

« Gaza est devenue une zone de guerre : le plus grand camp de concentration à la surface de la terre est devenu un lieu de sépulture – un cimetière bruyant. Le corps palestinien est devenu la cible suprême de la balle israélienne – plus il est jeune, mieux c'est (Sara, une fillette de deux ans de Naplouse a aussi reçu une balle dans la tête). Le corps palestinien est devenu, en d'autres termes, le site de l'(in)justice : « éliminer le corps, et il laissera un vide qui peut être occupé – une terre sans peuple pour un peuple sans terre ».

Aujourd'hui, nous avons un sentiment de déjà vu ; nous en avons été là déjà, et nous savons que d'autres encore parmi nous vont être tués dans ce que la BBC appelle « *des affrontements* » ! L'armée israélienne, ou ce que le courageux journaliste israélien Gideon Levy appelle « *les forces de massacre israéliennes* », est un gang de voyous endoctrinés par une idéologie qui déshumanise les enfants et justifie les tirs sur des civils innocents.

Ce n'est manifestement pas le bon moment pour des questions philosophiques aussi grandioses, mais que doit faire le Palestinien quand il ou elle vit une réalité politique aussi grossière ?

La question qui est à l'esprit de chaque Palestinien de Gaza

est « pourquoi est-il permis que cela arrive, 24 ans après la chute du régime d'apartheid de l'Afrique du Sud ? ». Nous savons pourquoi Israël le fait ; nous sommes des « goyim » indésirables, des réfugiés dont l'existence même est un rappel constant du péché originel commis en 1948 – le crime de nettoyage ethnique prémédité contre les deux tiers du peuple palestinien. Nous avons été maudits pour simplement avoir la « mauvaise » religion et « origine ethnique », pour être nés de mères non juives ! Le problème, c'est que nous ne mourons pas de façon discrète ; nous faisons du bruit, beaucoup de bruit ; nous tapons sur les cloisons de la citerne de Gaza – pour reprendre les métaphores du célèbre intellectuel et auteur palestinien, Ghassan Kanafani.

J'ai enseigné l'un des meilleurs romans de Kanafani, « *Tout ce qui vous reste* », à mes étudiants de l'Université Al-Aqsa de Gaza. Dans ce roman, le héros, qui se trouve être un réfugié vivant à Gaza, perd tout, sauf sa volonté de résister. S'accrocher à cette volonté et faire face à l'horreur du colonialisme sioniste exigent une vision. Une vision qui lui a permis de retourner à Jaffa, là où il a perdu son père aux mains des gangs sionistes en 1948. La plupart de mes étudiants s'y reconnaissaient, et certains s'identifiaient même à lui. Ils convenaient qu'aucune solution politique ne pouvait être apportée sans la mise en œuvre de la Résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations-Unies, qui institue le droit pour les réfugiés palestiniens de retourner dans leurs villages et villes d'où ils ont été chassés par nettoyage ethnique en 1948. Il n'est dès lors pas étonnant que la plupart de mes étudiants se soient retrouvés parmi les manifestants aux frontières de Gaza !

À Gaza, nous savons qu'Israël va s'en tirer à bon compte, simplement parce qu'il n'a jamais été tenu responsable des massacres qu'il a commis ; nous savons aussi qu'il se prépare à commettre plus de crimes encore, et des pires.

Un rapport de la CESA0 (Commission économique et sociale des

Nations-Unies pour l'Asie occidentale) n'a-t-il pas prouvé, sans aucun doute possible, qu'Israël commet le crime d'apartheid contre le peuple indigène de la Palestine ? Nous savons aussi qu'il n'aurait pas pu mettre à exécution tous ces crimes sans le soutien des États-Unis et de la soi-disant communauté internationale. Nous avons donc perdu espoir dans les organismes officiels tels que la Ligue arabe et l'Organisation de la Coopération islamique. Nous comptons plutôt sur la société civile internationale pour mettre un terme à ce bain de sang qui se poursuit, perpétré par l'Israël d'apartheid à la vue de tous.

L'outil ? le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS) jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international. Oubliées les négociations dépourvues de sens qui se sont avérées désastreuses, comme, à juste titre, le regretté Edward Saïd l'avait prédit en 1994 ; oubliée la solution raciste à deux États qui a reçu une balle dans la tête tirée par Israël lui-même, et qui ne parvient pas à traiter le cœur de la question palestinienne, à savoir les 6 à 7 millions de réfugiés qui persistent à revendiquer leur droit au retour instauré par les Nations-Unies. La seule fenêtre d'espoir, en plus de notre propre mobilisation de masse, réside dans la campagne BDS grandissante, soutenue par des gens de conscience dans le monde entier. Ils comprennent que notre combat n'est pas sectaire, qu'il s'insère dans les principes fondamentaux de la Déclaration internationale des droits de l'homme, peu importe jusqu'où peuvent aller les médias occidentaux hypocrites dans leurs tentatives de dissimulation de la vérité.



À propos de l'auteur :

Haidar Eid est maître de conférences à l'Université Al-Aqsa de Gaza.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Al Jazeera](#)

Israël va-t-il payer pour son dernier massacre à Gaza ?

Ali Abunimah, 2 avril 2018



Muslih Sheikh Khalil, 24 ans, est traité à l'hôpital al-Shifa de Gaza ville pour une blessure causée par une balle qui s'est fragmentée dans sa jambe. Il fait partie des 800 personnes blessées quand les forces israéliennes ont ouvert le feu à balles réelles sur les Palestiniens qui prenaient part le 30 mars, pour la Journée de la Terre, aux rassemblements le long de la frontière Gaza-Israël. Seize Palestiniens sont morts sous les tirs israéliens. (Mohammed Asad)

Cet article contient des images graphiques.

Les Palestiniens appellent à intensifier les campagnes mondiales pour isoler Israël après que son armée ait tué 16 personnes dans la Bande de Gaza et blessé presque 1.500 autres.

Cependant, Israël a refusé les demandes d'enquête internationale et son ministre de la Défense a félicité les soldats pour la tuerie de vendredi.

« Evoquant les souvenirs du massacre de manifestants pacifiques en 1960 à Sharpeville par le régime d'apartheid sud-africain, l'armée d'Israël a commis un nouveau massacre contre les civils palestiniens alors qu'ils commémoraient pacifiquement la Journée de la Terre des Palestiniens », a dit lundi le Comité National palestinien de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC).

Le BNC, association qui dirige le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), a exhorté les gens du monde entier à « prendre en compte l'exigence pour toutes les entités privées ou publiques de votre pays de mettre fin à toute coopération et/ou commerce avec l'armée israélienne et le 'secteur de la sécurité' ».

Il fait aussi appel à des campagnes accrues ciblant les sociétés et les institutions financières complices des crimes d'Israël.

Blessures dévastatrices

Lundi, le ministère de la Santé de Gaza a annoncé que Fares al-Ruqab, âgé de 29 ans, avait succombé aux blessures dont il souffrait après que des snipers israéliens aient ouvert le feu vendredi à l'intérieur du territoire.

Des dizaines de milliers de personnes ont pris part à la Grande Marche du Retour pour réclamer leur droit au retour sur les terres d'où les Palestiniens ont été chassés par un nettoyage ethnique et pour protester contre le blocus de Gaza

vieux de dix ans.

Cela a fait monter à 16 le nombre de Palestiniens tués.

L'armée israélienne a blessé presque 1.500 personnes, dont plus de 800 par balles réelles, selon le ministère de la Santé.

Le docteur Mohammed Ziara, médecin généraliste à l'hôpital al-Shifa de Gaza ville, a posté sur Twitter des photos qui montrent les blessures dévastatrices subies par les manifestants. Ziara a dit à The Electronic Intifada que ces photos avaient été prises par les chirurgiens de l'hôpital qui avaient soigné ces blessures.

Ces photos montrent que les forces israéliennes pourraient avoir utilisé des balles qui se fragmentent dans le corps, causant des dégâts considérables dans les tissus. Les balles à expansion ou à fragmentation sont interdites selon le droit international.

Manipulation israélienne

Pendant le week-end, Israël a continué à essayer de présenter les victimes de sa violence comme des militants inconditionnels qui avaient organisé une violente invasion en traversant la frontière.

Mais ce discours de propagande s'est dégonflé alors que sortaient des vidéos qui fournissaient des informations sur ce qui ressemble à des crimes de guerre, en particulier le tir mortel sur Abd al-Fattah Abd al-Nabi, 19 ans, alors qu'il s'éloignait en courant de la barrière frontalière Israël-Gaza. On dit que Abd al-Nabi a reçu une balle dans la tête.

Samedi, l'armée israélienne a tweeté une déclaration revendiquant l'entière responsabilité de ces meurtres, affirmant que « tout était juste et mesuré, et nous savons où

a abouti chaque balle ».

Mais elle a rapidement effacé sa déclaration alors que surgissaient des preuves qui démentaient sa revendication.

Un massacre prémédité

D'ailleurs, l'association des droits de l'Homme B'Tselem avait alerté à l'avance sur les préparatifs et les menaces d'Israël de « tirer-pour-tuer sur des Palestiniens non armés ».

B'Tselem avait également alerté à propos des efforts d'Israël pour diriger son attaque préméditée sur les civils qui dénonçaient la « désastreuse réalité à Gaza ».

« Ne tenant aucun compte du désastre humanitaire à Gaza et de la responsabilité qui en incombait à Israël, [les responsables israéliens] décrivent la manifestation prévue sous l'appellation de risque pour la sécurité, et transforment les manifestants en terroristes, faisant référence à Gaza comme à une 'zone de combat' », a déclaré B'Tselem la veille du carnage.

On a vu aussi des exemples choquants d'incitation publique. La revue de droite *Israel National News*, par exemple, a publié un éditorial affirmant que « la direction palestinienne veut des photos de cadavres jonchant le sol et, pour une fois, dans l'intérêt de notre peuple, nous devrions les lui donner ».

« Ils pensent que nous n'aurons pas le cran de les abattre massivement et que notre hésitation leur permettra de nous attaquer », déclare le rédacteur à propos des Palestiniens. « Tirez pour tuer. Rien de moins. »

Voici la traduction de l'éditorial de la revue de droite

Israel National News :

C'est aussi simple que ça. Changez les règles d'engagement maintenant. Les Palestiniens comptent sur ce qu'ils considèrent comme notre lâcheté. Ils pensent que nous n'aurons pas le cran de les abattre massivement et que notre hésitation leur permettra de nous attaquer. Ils viendront demain en très grand nombre, à travers les grilles et par les tunnels, dans l'eau et par delà des collines. Et la seule façon de les arrêter, la seule façon de protéger nos enfants, nos vies, notre pays, c'est de changer les règles d'engagement aujourd'hui. Tirez pour tuer. Rien de moins. Approcher de nos frontières signifie que vous voulez nous tuer. Nos lois, la Torah, les Dix Commandements, tout ce sur quoi sont fondés le Judaïsme et la Chrétienté, exigent que nous nous protégiions. Que nous tuions afin de les empêcher de nous assassiner. Changez les règles d'engagement maintenant.

Lundi, B'Tselem a réagi à la manipulation agressive d'Israël. « Vendredi a été une journée sanglante, mais Israël est devenu depuis longtemps expert en blanchiment de ce genre de journées et semaines sanglantes », a dit l'association dans un tweet.

« Ne vous attendez à aucune enquête et, même si il y en a finalement une, ne vous attendez certainement pas à une reconnaissance de responsabilité », a ajouté B'Tselem.

Demandes d'enquête

L'exigence d'une enquête est cependant devenue la pièce maîtresse de la réaction internationale officielle au massacre israélien.

Le Secrétaire Général de l'ONU Antonio Guterres et l'Union Européenne ont tous deux demandé une enquête internationale.

Ces demandes peuvent être perçues comme cyniques : elles permettent aux responsables internationaux d'être vus comme s'ils prenaient une ferme position alors qu'ils évitent toute

condamnation claire des actions d'Israël, comme si ce qui est arrivé demeurerait un mystère.

Même si, comme on pouvait s'y attendre, les Etats Unis ont bloqué toute action du Conseil de Sécurité de l'ONU, où Washington détient un veto, le Conseil aux Droits de l'Homme de l'ONU pourrait commander une enquête indépendante, comme celle sur l'attaque israélienne de 2014 sur Gaza.

Cette enquête avait apporté des preuves évidentes de crimes de guerre de la part d'Israël, mais n'avait abouti à aucune reconnaissance de responsabilité.

En réalité, comme le BNC l'a déclaré lundi, la violence d'Israël a été « enhardie par le niveau sans précédent de soutien de l'administration Trump xénophobe aux Etats Unis et par la complicité incessante de l'Union Européenne ».

Cette complicité demeure toujours aussi évidente.

Dans un langage semblable à celui des robots, les gouvernements de l'UE ont exprimé au cours du week-end leur «profonde inquiétude» à propos de la situation à Gaza, mais n'ont prononcé aucune condamnation claire d'Israël et ont appelé à la « retenue » de la part de tous, comme si l'occupant et l'occupé étaient égaux en puissance et en responsabilité.

Voici la traduction du tweet du ministère des affaires étrangères irlandais :

Le Tanaiste et ministre des Affaires Etrangères et du Commerce, Simon Coveney TD, a exprimé son émoi et son inquiétude devant les récents développements à Gaza.

Le Tanaiste a dit :

« Mes premières pensées vont aux personnes tuées ou blessées et à leurs familles. La situation demeure clairement extrêmement dangereuse et j'appelle tous ceux qui y sont impliqués, spécialement les forces israéliennes, à faire preuve de la plus grande retenue. Je soutiens aussi la demande du Secrétaire général de l'ONU d'une enquête indépendante et transparente sur ces incidents.

« Ces événements mettent en lumière le besoin urgent d'un processus de paix crédible, piloté internationalement qui puisse traiter la situation humanitaire à Gaza et le chemin vers deux Etats, Israël et la Palestine, vivant ensemble en paix et en sécurité. L'Irlande et l'UE sont prêtes à jouer un rôle dans le développement de ce processus, avec les Etats Unis et d'autres, et dans la planification et l'investissement pour un avenir meilleur. »

Les expressions de « profonde inquiétude » sont l'équivalent diplomatique international des « pensées et prières » creuses, continuellement offertes après des tueries massives par les politiques américains qui n'ont pas l'intention de faire quoi que ce soit pour régler le problème.

Alors, pourquoi l'UE réclamerait-elle une enquête maintenant alors que sa seule réponse dans le passé a été, au mieux de ne rien faire, ou, plus caractéristiquement, d'élever le niveau de ses récompenses à Israël ?

Une conclusion raisonnable est que les demandes d'enquête ne sont rien de plus qu'une tentative pour apaiser l'indignation publique devant le massacre prémédité par Israël.

Lieberman félicite pour le massacre

Il y a cependant une opportunité immédiate de tester le sérieux de l'UE.

Israël a déjà déclaré qu'il ne coopérera à aucune enquête, et son ministre de la Défense, Avigdor Lieberman, a fait l'éloge du massacre, déclarant que l'armée « avait fait ce qu'il fallait faire ».

« Je pense que toutes nos troupes méritent des félicitations », a ajouté Lieberman.

Une UE sérieuse en ce qui concerne les droits de l'Homme et la responsabilité n'aurait pas besoin d'attendre une enquête de l'ONU pour condamner vigoureusement Lieberman : à tout le moins, elle imposerait des sanctions diplomatiques.

Comparez avec ce qui s'est passé à Salisbury en Grande Bretagne il y a quelques semaines. Les gouvernements européens, qui agissent maintenant comme s'ils avaient besoin d'une enquête de l'ONU pour découvrir ce qui s'est passé, vendredi dernier à Gaza, devant les yeux du monde, n'ont pas attendu d'avoir quelque preuve solide de l'implication du gouvernement russe dans l'empoisonnement de l'ancien agent double Sergei Skripal et de sa fille pour expulser des dizaines de diplomates russes.

Ce double standard nous rappelle la décision rapide de l'UE pour imposer des sanctions à la Russie lorsqu'elle a annexé la Crimée en 2014, même alors que l'UE refuse depuis 50 ans d'initier quelque action que ce soit contre la colonisation continue de la Cisjordanie occupée par Israël.

Le BNC réclame un embargo immédiat sur les armes en direction d'Israël mais, étant donné l'étendue du soutien de l'UE à l'industrie de guerre d'Israël, cela ne pourra se faire que si la pression populaire s'intensifie.

Signe encourageant, des responsables de l'UE ont identifié l'année dernière à titre privé l'opposition exprimée par des gens ordinaires écoeurés par les violations des droits des Palestiniens comme l'un des « défis les plus importants » concernant leurs projets d'une relation encore plus étroite

avec Israël.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

L'avocate d'Ahed Tamimi accuse ses interrogateurs de harcèlement sexuel

Middle East Monitor – 4 avril 2018



La Palestinienne Ahed Al-Tamimi, 16 ans, comparaît devant le tribunal après avoir été placée en détention par les soldats israéliens à Ramallah en Cisjordanie, le 28 décembre 2017

(Issam Rimawi/Anadolu Agency – 4 avril 2018).

L'avocate israélienne Gaby Lasky qui défend l'adolescente palestinienne Ahed Tamimi a accusé les enquêteurs de harcèlement sexuel, a rapporté hier *Arab48.com*.

Lasky a déposé plusieurs plaintes contre les interrogateurs pour harcèlement sexuel verbal et physique, mais elle indique qu'aucune enquête n'a encore été ouverte sur aucune de ses plaintes. Elle a qualifié cela de « *violation flagrante de la loi* ».



« Liberté pour Ahed Tamimi, Journée internationale de la Femme » (Sabaaneh/MiddleEastMonitor)

Dans sa plainte, l'avocate indique que l'un des interrogateurs a questionné Ahed d'une manière inconvenante pour une jeune fille mineure, ce qui équivaut à du harcèlement sexuel.

Le même interrogateur a dit à Tamimi qu'il arrêterait ses parents et les interrogerait si elle ne répondait pas à ses questions.

Lasky déclare également que, bien que Tamimi soit une jeune fille, elle a été interrogée simultanément par deux hommes, sans la présence d'une femme dans la pièce, ni même d'un

interrogateur spécialisé dans les interrogatoires de mineurs.

« *Ceci prouve que le système d'application de la loi (israélien) empiète sur les droits des mineurs palestiniens* » précise Lasky dans sa plainte contre le procureur général israélien.

Des journalistes du *Daily Beast* ont indiqué avoir regardé une vidéo exclusive de l'interrogatoire de Tamimi divulguée ce dimanche, celle-ci montre que l'adolescente aurait enduré deux heures d'interrogatoire le 26 décembre. L'un des interrogateurs lui a dit : « *Tu as des yeux d'ange* », puis a essayé de lui expliquer qu'elle était comme sa sœur qui « *dépense tout son argent en vêtements* ».

Selon *Al-Araby Al-Jadeed*, le harcèlement et les abus sexuels, incluant le viol, sont couramment utilisés par les autorités israéliennes pour humilier et torturer les prisonniers palestiniens, hommes et femmes.

Elle a déclaré le mois dernier, avant que le tribunal accepte la négociation sur la peine (le plaider coupable), qu' « *il n'y a pas de justice sous une occupation et que ce tribunal est illégitime* ».

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Middle East Monitor](#)

**Une brève et douloureuse
histoire des massacres**

israéliens

[Philip Weiss](#) pour Mondoweiss, 1^{er} avril 2018



Un enfant tué à Qana en 2006, lors d'une frappe aérienne israélienne.

On aimerait pouvoir se dire, [se référant à la phrase prononcée naguère](#) par un officier israélien, – “Cette fois-ci, nous sommes allés trop loin” – que la mort de 17 manifestants sans armes abattus à Gaza vendredi (30 mars) par des tireurs israéliens postés de l’autre côté d’une barrière de sécurité amènera enfin le monde à sanctionner Israël pour ses actes. Mais si vous examinez l’histoire d’Israël, vous constaterez que les massacres ont toujours été un outil à portée de la main dans la panoplie israélienne, et que les Israéliens n’ont subi aucune punition pour ceux qu’ils ont commis. Mieux encore, deux hommes qui en ont été responsables sont plus tard devenus Premier ministre !

En puisant essentiellement dans mes souvenirs, je peux vous proposer sans tarder une liste de massacres, sachant que le dictionnaire de la langue française Le Petit Robert définit ce mot comme l’« action de massacrer », verbe lui-même défini ainsi: “tuer avec sauvagerie et en masse des êtres qui ne

peuvent pas se défendre" (comme vous le verrez, deux de ces massacres ont eu lieu avant la naissance de l'État).

1946. 1946. Des milices sionistes font exploser l'aile sud de l'hôtel King David, causant la mort de 91 personnes, des civils pour la plupart, et protestant ainsi contre la domination britannique en Palestine.
1947. 1948. Des milices sionistes tuent plus de 100 civils dans le village de Deir Yassin, sur la route de Jérusalem. Cette action contribue à ouvrir la voie en vue de l'avancée militaire vers Jérusalem et terrifie des milliers d'autres Palestiniens qui fuient leurs villages. Le nom de Deir Yassin deviendra un cri de ralliement pour les Palestiniens pendant les décennies à venir, même si personne n'est puni. Menahem Begin, alors officier, joue un rôle dans ce massacre ; il est devenu Premier ministre 29 ans après.
1948. 1948. Lors de l'expulsion des Palestiniens de la ville de Lydda, dans le centre d'Israël, plus de 100 hommes sont raflés, enfermés dans une mosquée puis massacrés (selon le [nouveau livre de Reja-e Busailah](#), entre autres). Cet épisode sème la terreur chez des milliers d'autres Palestiniens qui se réfugient en Cisjordanie.
1949. Des centaines de civils palestiniens [sont tués par des soldats israéliens dans le village d'Al Dawayima](#), à l'ouest de Hébron. De nombreux actes barbares sont commis lors de ce massacre, qui est passé sous silence pendant des décennies.
1950. 1953. Avec Ariel Sharon à leur tête, des troupes israéliennes effectuent un raid contre le village de Qibya, en Cisjordanie alors occupée par la Jordanie, et tuent 69 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, en représailles d'un raid transfrontalier qui a fait trois morts israéliens. (Ce massacre figure [dans le roman récent de Nathan Englander](#) comme le moment, dans la vie de Sharon, où cet officier acquiert la réputation de se venger sans tarder et sans pitié de quiconque fait

du mal aux juifs, ce qui assure son ascension.)

1951. 1956. Des soldats israéliens [abattent des paysans](#) de Kafr Qasim qui rentrent des champs et ignorent que, le jour même, le gouvernement israélien a imposé à leur village un couvre-feu strict. Quarante-huit Palestiniens, citoyens d'Israël, sont tués ; nombre d'entre eux sont des femmes ou des enfants.
1952. 1956. Des soldats israéliens tuent 275 Palestiniens dans la bande de Gaza, en pleine crise de Suez. Ce massacre a fait l'objet d'une œuvre graphique de Joe Sacco, [Gaza 1956, En marge de l'histoire](#).
1953. 1967. Des soldats israéliens auraient tué [de très nombreux militaires égyptiens](#) faits prisonniers dans le Sinaï au cours de la guerre de 1967. Leur nombre pourrait s'élever à [plusieurs centaines](#).
1954. 1970. Israël tue 46 enfants égyptiens et en blesse 50 lors d'un raid aérien sur une école primaire du village de Bahr el-Baqar, en Égypte. Connue sous le nom de [massacre de Bahr el-Baqar](#), cette attaque détruit l'école de fond en comble et fait partie des opérations Priha (Fleurs) dans le cadre de la guerre d'usure.
1955. 1982. Les massacres de Sabra et Chatila, subis par des Palestiniens dans les camps de réfugiés de Beyrouth, sont le fait de milices libanaises phalangistes. Mais les Forces de défense d'Israël contrôlent le secteur ; Ariel Sharon autorise les milices à pénétrer dans les camps. Le nombre de Palestiniens tués se situe entre plusieurs centaines et 3000. Sharon, mort [en 2014, a échappé](#) à toute punition pour ses crimes de guerre ; il est devenu Premier ministre d'Israël.
1956. 1996. Le premier massacre de Qana survient lorsque des missiles israéliens frappent un complexe des Nations unies au Sud-Liban dans lequel de nombreux civils sont venus chercher refuge au cours d'affrontements entre Israël et le Hezbollah. Plus de 100 civils sont tués. "Israël a fait l'objet d'une condamnation universelle, les États-Unis sont intervenus pour sortir leur allié de

ce borbier", écrit Avi Shlaim dans *The Iron Wall*.

1957. 2006. Le deuxième massacre de Qana [a lieu au cours de la guerre du Liban](#): des missiles israéliens frappent un bâtiment d'un village aux abords de Qana, tuant 36 civils, dont 16 enfants. Ce bombardement est présenté comme une riposte à des tirs de roquettes Katioucha lancés contre Israël depuis des secteurs civils.

2008-2009. Lors de l'opération Plomb durci, offensive israélienne contre Gaza à la suite d'échanges d'attaques de roquettes/missiles au cours des mois antérieurs, plus de [1400 Palestiniens, des civils pour la plupart](#), sont tués en 22 jours. Les circonstances sont souvent comparables à celles de Qana, ces civils fuyant leur domicile pour se réfugier dans des écoles ou des complexes de l'ONU où ils espèrent être en sécurité. Le massacre suscite des condamnations internationales, portées notamment par le rapport Goldstone au Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, qui parle de crimes de guerre ; mais les États-Unis, dont le président est Barack Obama, font de leur mieux pour défendre Israël contre toutes les accusations, et personne n'a à répondre de ces actes.

2012. 2012. Au cours de l'opération Colonne de Nuée, qui dure huit jours, Israël tue 160 Palestiniens de Gaza, dont la plupart sont des civils. Cette offensive vaut à Netanyahu de meilleurs sondages et semble [calculée](#) pour torpiller les démarches historiques entreprises par la Palestine auprès de l'ONU pour acquérir le statut d'État.

2013. 2014. Une nouvelle attaque israélienne contre Gaza, qui dure 51 jours, cause la mort d'environ 2200 Palestiniens, des civils pour la plupart. Ce massacre [s'est illustré par l'action des snipers](#) qui ont tué des personnes désarmées et [par la mise à mort de familles entières](#), 89 selon certaines sources, ces homicides étant généralement dus à des frappes de

missiles sur des immeubles de logements. Dans un cas, 20 membres d'une même famille ont été tués. Là encore, la condamnation internationale n'a été assortie d'aucune sanction.

Source : [Mondoweiss](#)

Traduction : S.M. pour Agence Média Palestine

Gaza est Soweto revisité

Andrew Mitrovica – Al Jazeera – 1^{er} avril 2018

Israël a transformé Gaza en Soweto – tandis qu'Israël est devenu l'Afrique du Sud – des années 1976.



La colère dans et en dehors de Soweto était juste et justifiée. La colère dans et en dehors de Gaza est juste et justifiée, elle aussi, écrit Mitrovica (Khalil Hamra/AP)

Je suis en colère.

L'une des conventions de l'écriture d'une rubrique est que

vous n'êtes pas censé écrire la « colère ». Des auteurs plus polis, plus aimables, qui écrivent des rubriques polies, aimables, écartent souvent les rubriques « colériques » comme étant des « imprécations ».

Alors, juste un avertissement aux chroniqueurs polis, aimables et à leurs lecteurs serviles : il vaut mieux que vous arrêtiez là la lecture de cette rubrique car vous êtes sur le point de digérer ce qui peut constituer, étant donné vos sensibilités toujours si fragiles, une « imprécation ».

Mais, écoutez bien ceci : cette rubrique n'est pas une « imprécation ». Elle est la vérité. Et, comme moi, d'innombrables personnes, en d'innombrables endroits, ne pourront plus être polis ou aimables pour décrire – en utilisant un langage direct, simple, plutôt qu'une broderie diplomatique mêlée de jargon – la vérité sur la façon dont Israël a transformé Gaza en Soweto – tandis qu'Israël est devenu l'Afrique du Sud – des années 1976.

D'innombrables personnes, en d'innombrables endroits, se souviennent du jour où les policiers sud-africains – devenus les exécuteurs consentants au service d'un régime d'apartheid agonisant – ont abattu des vingtaines d'étudiants noirs non armés qui marchaient avec défi pour défendre leur liberté, leur dignité et leur terre, le 16 juin 1976.

D'innombrables personnes en d'innombrables lieux ont vu des soldats israéliens – devenus les exécuteurs consentants au service d'un autre régime d'apartheid condamné – abattre 17 Palestiniens non armés qui marchaient avec défi pour défendre leur liberté, leur dignité et leur terre, le 30 mars 2018.

Nous sommes en colère parce que des Palestiniens sont assassinés et mutilés, une fois encore, par les mêmes voyous en uniforme qui ont assassiné et mutilé des enfants, des femmes et des hommes palestiniens durant des générations, à Gaza, en Cisjordanie, et au Liban.

Gaza est Soweto revisité. La colère dans et en dehors de Soweto était juste et justifiée. La colère dans et en dehors de Gaza est juste et justifiée, elle aussi.

Pourquoi sommes-nous, en dehors de Gaza, nous qui sommes les témoins de ce qui est arrivé, une fois encore, aux Palestiniens assiégés, emprisonnés à l'intérieur de Gaza, autant en colère ?

Nous sommes en colère parce que des milliers de Palestiniens non armés qui marchaient ensemble, en paix et solidaires, sur ce qui leur reste de la terre palestinienne dans Gaza, ont été abattus et mutilés par des voyous en uniforme.

Nous sommes en colère parce que des Palestiniens sont assassinés et mutilés, une fois encore, par les mêmes voyous en uniforme qui ont assassiné et mutilé des enfants, des femmes et des hommes palestiniens, en toute impunité, pendant des générations à Gaza, en Cisjordanie, et au Liban.

Nous sommes en colère de voir des enfants palestiniens abattus dans le dos par des voyous en uniforme – les mêmes voyous qui, avec une volée de missiles, ont démembré quatre garçons palestiniens qui jouaient au football sur une plage de Gaza il n'y a pas si longtemps.

Nous sommes en colère de voir ces voyous – perchés en haut de collines, derrière une clôture et planant dans le ciel – autorisés, encouragés, et applaudis, une fois encore, par d'autres voyous en costume bien coupé à assassiner et mutiler des milliers de Palestiniens non armés à Gaza, comme un après-midi de sport enivrant.

Nous sommes en colère parce que, au signal, les mêmes médias indolents régurgitent les mêmes mensonges sur la façon dont des Palestiniens non armés « sont morts » lors d'« affrontements » avec des voyous en uniforme entraînés pour tuer avec des armes à grande portée à une distance confortable.

Nous sommes en colère parce que, au signal, les mêmes médias serviles citant les mêmes responsables israéliens, régurgitent les mêmes mensonges que ces milliers de Palestiniens non armés ne sont tout simplement que des « boucliers humains » pour le Hamas et qu'au fond, ils ont recherché leur propre mort.

Nous sommes en colère parce que, au signal, les mêmes médias indolents trouvent et publient toujours cette image d'un jeune Palestinien lançant une pierre ou un pneu, afin de laisser entendre que ce sont les Palestiniens qui en portent la responsabilité ultime quand ils se font massacrer.

Nous sommes en colère parce des vedettes moralisatrices de pop et de rock, comme Radiohead et Nick Cave, font le choix d'ignorer les appels d'autres artistes à ne pas jouer pour un public qui, pour une grande part, défend, encourage et applaudit quand des voyous en uniforme tuent et mutilent des personnes non armées et démembrant quatre garçons qui jouent au ballon sur une plage.

Nous sommes en colère parce que, même devant la preuve irréfutable que des Palestiniens non armés ont été massacrés par des voyous en uniforme, les mêmes bureaucrates européens recyclent les mêmes lignes prévisibles sur la nécessité pour les « deux camps » de renoncer à la « violence ».

Nous sommes en colère parce que les voyous en costume qui ont donné l'ordre aux voyous en uniforme de tirer et de mutiler des milliers de Palestiniens à Gaza savent qu'ils ne seront jamais tenus pour responsables, une fois encore, par n'importe qui, n'importe où, n'importe quand, pour leurs crimes contre l'humanité.

Nous sommes en colère parce que le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, jubile une fois encore, comme un cacatoès aux plumes lissées, sur les cadavres des Palestiniens, sachant que nul dans la « communauté internationale », y compris dans les démocraties occidentales dites « libérales », ne fera quoi

que ce soit pour l'arrêter ou arrêter les meurtres, car ils sont bien trop occupés à lui serrer la main pour des missions commerciales.

Nous sommes en colère parce que nous savons que les centristes et les néo-conservateurs considèrent tous les Palestiniens comme des « terroristes » et par conséquent jetables, ce sont les « libéraux » faussement vertueux qui parlent et écrivent sur l'« inviolabilité » des droits de l'homme et du droit international qui sont les vrais et ignobles hypocrites.

Nous sommes en colère parce que des libéraux hypocrites qui se pavanent, comme l'exubérant Premier ministre du Canada Justin Trudeau qui insiste que le mouvement BDS est « inacceptable » et qu'« il n'a pas sa place sur les campus canadiens », restent silencieux quand « nos amis » au Moyen-Orient font feu à volonté sur des Palestiniens non armés.

Nous sommes en colère parce que des libéraux hypocrites qui se pavanent, comme la toute aussi exubérante ministre des Affaires étrangères du Canada Chrystia Freeland ont publié une déclaration cinglante dénonçant un présumé empoisonnement au gaz neurotoxique par la Russie d'un ex-espion et de sa fille sur le sol anglais comme « un acte méprisable, abominable et imprudent (qui) représente une menace claire pour l'ordre international fondé sur des règles », mais, comme son patron, elle se tait quand des Palestiniens non armés sont assassinés sur le sol palestinien par « nos amis » au Moyen-Orient.

Nous sommes en colère parce que, de toute évidence, Trudeau et Freeland ont oublié les leçons instructives sur la façon dont le Canada a échoué, oui, échoué, à réagir à l'assassinat des innocents non armés à Soweto.

Le mythe qui prévaut est que le Canada a tenu tête à l'Afrique du Sud raciste. Pendant longtemps effectivement, il l'a fait. En effet, tout au long des années 1970, le père de Trudeau, le Premier ministre Pierre Trudeau, s'est opposé à la lutte de

libération en Afrique du Sud qui était menée par Cuba.

C'est seulement après une pression soutenue de la coalition anti-apartheid composée d'Églises, de syndicats et d'exilés sud-africains – qui ont été diffamés par les médias comme « sympathisants terroristes » – que le Canada a commencé, tardivement en 1986, à se positionner contre le racisme et le « terrorisme » approuvés par l'État d'Afrique du Sud.

Aujourd'hui, comme hier, le Canada reste muet et impassible alors que des innocents sont assassinés à Gaza.

Les Canadiens qui sont en colère en raison du silence complice du Canada seront, sans nul doute, diffamés comme « sympathisants terroristes », et « antisémites ».

Ne pas s'inquiéter. Comme les Palestiniens le savent, le temps, l'histoire et l'arc lent, inévitable de la justice, sont de notre côté.



Andrex Mitrovica est un journaliste d'investigation primé et professeur de journalisme.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Al Jazeera](#)

Israël reconnaît, puis dément, sa responsabilité

dans les homicides de Gaza

Ali Abunimah, The Electronic Intifada / 31 mars 2018



Des proches de Hamdan Abu Amsha expriment leur peine lors de son enterrement à Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Gaza, le 31 mars, le lendemain de sa mort sous les balles israéliennes près de la frontière entre Gaza et Israël. (Ashraf Amra / APA images)

L'armée israélienne a diffusé samedi via Twitter une déclaration par laquelle elle prenait manifestement la responsabilité entière de la mort de [15 Palestiniens](#), tués la veille lors de la Grande Marche du retour dans la bande de Gaza, à laquelle ont participé des milliers de personnes.

L'armée s'est hâtée de supprimer cet aveu – alors que d'autres éléments tendant à prouver que ses soldats avaient commis des crimes de guerre étaient rendus publics – mais avant qu'elle n'efface ce tweet, il avait été copié par l'organisation de défense des droits humains B'Tselem.

<https://twitter.com/saritm0/status/980030753642811392>

<https://twitter.com/btselem/status/980042213718708224>

Le [tweet effacé](#) sur le compte officiel @IDFSpokesperson indiquait : “Hier nous avons vu 30 000 personnes ; nous sommes arrivés avec une bonne préparation et des renforts bien calculés. Rien n’a été fait sans contrôle ; tout était précis et mesuré, et nous savions où aboutissait chaque balle.”

Sarit Michaeli, responsable internationale du plaidoyer pour B’Tselem, a [souligné](#) que cette déclaration signifiait que “l’armée israélienne assume l’entière responsabilité de toutes les morts violentes de manifestants sans armes et des blessures infligées à balles réelles à des centaines d’autres.”

Il n’est pas très surprenant que l’armée ait effacé ce tweet. Si elle reconnaît que la mise à mort de manifestants était préméditée dans le détail de chaque balle tirée, cela veut dire qu’elle doit assumer la responsabilité d’actes qui ont toute l’apparence de crimes de guerre, notamment le [tir fatal](#) qui a tué Abd al-Fattah Abd al-Nabi, 19 ans, pendant qu’il s’éloignait en courant de la clôture frontalière entre Israël et Gaza. Abd al-Nabi aurait reçu une balle dans la tête.

Une vidéo de cet homicide, largement partagée sur les médias sociaux, montre Abd al-Nabi en train de courir en compagnie de deux autres Palestiniens. Ils sont très loin de la clôture frontalière au moment où on entend un coup de feu et où on le voit tomber.

https://twitter.com/Joo_Gaza/status/979752738354548737

Le journal israélien Haaretz a publié une vidéo des mêmes faits vus sous un autre angle :

[\[Voir la seconde vidéo\]](#)

[Dans une autre vidéo](#), on voit, selon toute apparence, un homme blessé par balles alors qu’il prie avec un groupe de Palestiniens, la clôture frontalière étant visible dans le lointain.

Jacob Magid, reporter au Times of Israel, indique en commentaire que l'armée israélienne "va avoir du mal à dire que ce type est tombé de son vélo."

Cette remarque se réfère aux [affirmations d'une fausseté évidente](#) émises par l'armée, prétendant que Muhammad Fadel Tamimi, adolescent de 15 ans blessé à la tête au mois de décembre par un de ses soldats en Cisjordanie occupée, avait simplement eu un accident de bicyclette.

Le 29 mars, Sarit Michaeli, de B'Tselem, a remarqué qu'Ofir Gendelman, porte-parole du gouvernement israélien, utilisait pour menacer les habitants de Gaza une vidéo où l'on voit un Palestinien sans arme et immobile recevoir un coup de feu dans la jambe le jour de préparation de la Grande Marche du retour.

<https://twitter.com/saritm0/status/979388732536250369>

Le tweet par lequel l'armée israélienne reconnaît sa responsabilité concordait avec des [informations](#) antérieures selon lesquelles l'armée s'était préparée aux manifestations en déployant des dizaines de snipers et en leur donnant pour consigne de tirer sur les manifestants qui entreraient dans une « zone d'exclusion » imposée par Israël et couvrant des centaines de mètres au-delà de la frontière, en territoire gazaoui.

Outre les homicides, 1 400 Palestiniens au moins ont été blessés, l'armée israélienne utilisant des balles réelles, des drones projetant du gaz lacrymogène et même de l'artillerie le long de la frontière entre Gaza et Israël, où des Palestiniens s'étaient rassemblés vendredi pour commémorer [la Journée de la Terre](#) et protester contre le refus d'Israël de les laisser revenir sur les terres d'où le nettoyage ethnique a chassé les Palestiniens.

Selon l'ONG Medical Aid for Palestinians, [vendredi](#) serait "la journée la plus sanglante que Gaza ait connue depuis l'offensive d'Israël en 2014."

Selon le porte-parole du ministère de la Santé de Gaza, au moins trois personnes de plus ont été blessées par balles réelles dans la journée de samedi (31 mars).

Ce même samedi, les organisations de défense des droits humains Adalah et Al Mezan [ont lancé un appel urgent](#) à Israël pour que des équipes médicales soient autorisées à entrer dans la zone d'exclusion pour rechercher deux Palestiniens portés manquants, dont l'état est inconnu.

“Le recours par l'armée israélienne à 100 snipers contre des civils palestiniens manifestant sans armes dans la bande de Gaza est illicite”, a déclaré Adalah vendredi. “Le fait de tirer à balles réelles sur des civils désarmés constitue une violation grossière de l'obligation imposée par le droit international d'opérer une distinction entre civils et combattants” – en d'autres termes, un crime de guerre.

L'ONU demande une enquête

Vendredi, Human Rights Watch [s'est dit choquée](#) par le nombre important de Palestiniens tués et blessés sous le feu israélien. Le Conseil de sécurité des Nations-Unies s'est réuni le soir même pour examiner la situation. Les représentants d'Israël [n'ont pas assisté à cette séance](#).

<https://twitter.com/hrw/status/979798755951218694>

Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, a [demandé une enquête indépendante](#) sur les violences.

Bien que [des enquêtes similaires](#) aient déjà mis en évidence l'existence de crimes de guerre israéliens, elles n'ont jamais débouché sur des mesures efficaces obligeant Israël à répondre de ses actes.

<https://twitter.com/steketeh/status/979972318935076864>

Guterres lui-même, [sous la pression des États-Unis](#), a retiré l'an dernier un rapport de l'ONU d'où il ressortait qu'Israël

pratique l'apartheid contre les Palestiniens.

Quant à l'Union européenne, elle a attendu samedi pour [publier une déclaration](#) qui "déploie la perte de vies humaines."

L'UE a reconnu qu'Israël avait utilisé "des balles réelles lors d'affrontements et de manifestations", mais elle a soutenu le droit d'Israël "à défendre ses frontières" en usant d'une force "proportionnée".

L'UE a également repris à son compte la demande d'une enquête formulée par l'ONU et, plaçant sur le même plan l'occupant et l'occupé, a appelé les "parties concernées à faire preuve de retenue."

<https://twitter.com/AliAbunimah/status/979888565025955841>

Corbyn modère ses critiques

Au Canada, Hélène Laverdière, porte-parole chargée des affaires étrangères pour le Nouveau Parti démocratique (opposition, centre-gauche), a condamné une "situation choquante" et demandé qu'Israël "se conforme aux responsabilités qui lui incombent en vertu du droit international et respecte les droits humains."

<https://twitter.com/HLaverdierNPD/status/980037613867454464>

Après s'être tenu pendant 24 heures, Jeremy Corbyn, chef du Parti travailliste, principale formation d'opposition au Royaume-Uni, s'est exprimé sur Twitter ; selon ce tweet, "les actes commis par l'armée israélienne, qui a tué et blessé à Gaza des civils manifestant en faveur des droits des Palestiniens, sont effrayants."

<https://twitter.com/jeremycorbyn/status/980047907213717510>

Mais Corbyn – qui a [subi des attaques soutenues](#) de la part de groupes de pression favorables à Israël, qui ont [justifié](#) le massacre de Gaza – n'a pas demandé que des mesures soient

prises pour qu'Israël réponde de ses actes.

Antérieurement, Corbyn avait [lancé un appel à un embargo sur les armes](#) destinées à Israël et approuvé certaines des tactiques de la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) en faveur des droits des Palestiniens.

[Jean-Luc Mélenchon](#), personnalité française de gauche qui a également subi ces jours derniers une [campagne de dénigrement du lobby israélien](#), a exprimé ses condoléances aux familles des Palestiniens tués et a demandé que des troupes de l'ONU soient déployées.

<https://twitter.com/JLMelenchon/status/980037490890469378>

Cependant, apparemment convaincu qu'aucune force réelle ne le contraindra à répondre de ses actes – même de la part de personnalités comme Corbyn qui ont toujours soutenu les droits des Palestiniens – Israël lance de nouvelles menaces qui laissent prévoir une escalade de la violence contre les manifestants palestiniens.

<https://twitter.com/benabyad/status/980045487142260737>

Dans le contexte actuel de silence, de complicité et d'inaction officiels, les Palestiniens comptent sur une escalade de grande ampleur, celle d'un large soutien par les campagnes de boycott, désinvestissement et sanctions afin qu'Israël soit enfin contraint à répondre de ses actes.

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction : SM pour Agence Média Palestine

Refus d'accès par Israël de Chrétiens de Gaza à Jérusalem pendant Pâques

30 mars 2018 – Centre de Presse International pour le Moyen Orient (IMEMC)



Des Palestiniens chrétiens qui vivent dans la bande Gaza sont interdits d'accès à Jérusalem par Israël pendant la Semaine Sainte et le weekend de Pâques.

La prière à l'Église du Saint Sépulcre, dans la Vieille Ville de Jérusalem, tenu pour être le lieu le plus sacré de la chrétienté, revêt une signification particulière pendant la période de Pâques.

À Pâques, des pèlerins chrétiens du monde entier se rendent à l'église du Saint Sépulcre. Or, des dirigeants religieux se sont plaints que des Palestiniens chrétiens de Gaza attendent toujours de recevoir d'Israël des permis de se déplacer.

Christianity Today (La Chrétienté aujourd'hui) rapporte que le Patriarcat Latin de Jérusalem a dit que les autorités ecclésiastiques ont présenté environ 600 demandes de permis de

se déplacer pour des fidèles de Gaza, mais n'en ont obtenu aucun.

Dans de précédentes occasions, Israël a donné des permis à des Chrétiens de Gaza âgés de plus de 55 ans, mais même cela ne semble pas être le cas cette année. Le rapport soulève d'autres problèmes sur la sévérité du siège imposé à Gaza par Israël et qui entre maintenant dans sa onzième année.

Des dirigeants religieux ont dénoncé le système des permis appliqué par Israël qui empêche les Palestiniens de se déplacer librement. Le père Ibrahim Shomali, Chancelier du Patriarcat Latin de Jérusalem a dit qu'il ne devrait pas être exigé des fidèles qu'ils obtiennent des permis d'Israël.

« Nous devons avoir libre accès à la Terre Sainte, libre accès à nos sites sacrés » a-t-il insisté. « Nous faisons bien sûr la demande, mais en réalité, il ne devrait pas y avoir à demander de permis pour avoir accès à nos propres sites ».

Selon Days of Palestine (Jours de Palestine), on considère que les dirigeants religieux craignent davantage de restrictions cette année qu'ordinairement, Pâques tombant le même weekend que le début de la fête juive de Pessah.

Certains craignent aussi qu'Israël ait été enhardi par la récente et unilatérale décision de Donal Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'État.

« (Israël) fermera tous les checkpoints, et ce sera plus strict que tout autre année à cause de la proclamation de Trump et des effets que nous en avons subis et que nous en subirons » a expliqué Shomali.

Dans la même veine, Youssef Daher, du Centre inter églises de Jérusalem, a dit qu'il pourrait y avoir d'autres pressions israéliennes sur les autorités chrétiennes « parce qu'ils pensent qu'ils ont les mains libres ».

Tandis que les Chrétiens de Gaza disent qu'ils ne perdront pas espoir, il n'est pas certain que des permis soient délivrés à temps. Des critiques verront cela comme un exemple de plus de la forte pression exercée sur les Chrétiens vivant sous occupation israélienne. En février, des dirigeants chrétiens de Jérusalem ont fermé l'église du Saint Sépulcre en signe de protestation contre la politique israélienne.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source : Imemc.org

Sur une vidéo filmée à Gaza, on voit un manifestant abattu dans le dos pendant qu'il s'éloigne de la frontière avec Israël

31 mars | Jack Houry et Yaniv Kubovich pour Hareetz

Selon le comité d'organisation de la marche, le Palestinien filmé dans cette vidéo est Abed el-Fatah Abed e-Nabi, 18 ans, est mort à la suite de ces coups de feu. Les Forces de Défense Israéliennes (FDI) assurent que le Hamas diffuse de nombreuses vidéos dont certaines sont partielles et falsifiées.



[\[Lien vers la vidéo\]](#)

Un Palestinien qui participait vendredi (30 mars) à la « Marche du retour » près de la frontière de la bande de Gaza a été abattu alors qu'il tournait le dos aux soldats israéliens et s'éloignait de la barrière frontalière, d'après ce que montre une vidéo publiée samedi par les médias palestiniens.

Selon le comité d'organisation de la marche, ce Palestinien est Abed el-Fatah Abed e-Nabi, 18 ans, et il a succombé à ces tirs, survenus à l'est de Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza.

On voit dans la vidéo deux Palestiniens qui s'éloignent de la frontière en courant vers un groupe nombreux de manifestants. Alors qu'ils sont encore à quelques mètres de ce groupe, on entend un coup de feu, et l'un des Palestiniens, qui serait Abed e-Nabi, tombe au sol. Un petit groupe se rassemble autour de lui pour lui porter secours. Selon le comité d'organisation de la marche, la vidéo « montre clairement que Abed e-Nabi ne représente aucune menace. »

Le porte-parole des Forces de défense d'Israël (FDI) a publié une réponse affirmant que le Hamas diffuse de nombreuses vidéos dont certaines présentent de façon partielle des événements qui ont fait l'objet de montage et de falsification.

« Les FDI ont réagi vendredi à des manifestations violentes et à des actions terroristes comportant des tirs à balles réelles contre leurs soldats, des tentatives de s'infiltrer en Israël... des jets de pierre et de bouteilles incendiaires », indique le communiqué. « L'armée a agi dans le respect des protocoles d'ouverture du feu et de façon raisonnable, puisqu'elle a évité de nuire aux civils placés sur les lieux par le Hamas, qui souhaite mettre Israël en difficulté en exposant ces civils au danger... quiconque participe à des manifestations violentes se met en danger. »

Abed e-Nabi rejoint le décompte de 15 Palestiniens tués lors des manifestations de vendredi (30 mars), au cours desquelles 758 personnes ont été blessées par des tirs de balles réelles, 148 par des balles enveloppées de caoutchouc, 422 par l'inhalation de gaz lacrymogène et 88 par d'autres causes.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni vendredi soir pour examiner les événements survenus à la frontière de la bande de Gaza, bien que les États-Unis et Israël aient demandé que ces débats soient remis à samedi, en raison de la célébration de la veille de Pâques. Aucun représentant d'Israël n'a assisté à ces discussions.

Dans un communiqué publié samedi, l'ambassadeur israélien aux Nations unies, Danny Danon, s'est exprimé en ces termes : « Cette façon choquante de bafouer une fête sacrée ne nous empêchera pas de faire connaître la vérité sur les manifestations violentes du Hamas, dont le seul but est de déchaîner les passions dans le secteur et de déclencher des provocations. »

Samedi, une organisation arabe israélienne de défense des droits humains a dénoncé comme « illicites » les actions menées par Israël à la frontière de la bande de Gaza, avertissant le Procureur général Avichay Mendelblit qu'Israël violait le droit international.

Source : [Haaretz](#) | [Actualités](#)

Traduction : SM pour Agence Media Palestine

Israël a assassiné l'artiste palestinien Mohamed Naim Abu Amr

L'artiste palestinien Mohamed Naim Abu Amr âgé de 22 ans, a été assassiné le 30 mars 2018 par les forces d'occupation israéliennes lors de la Journée de la Terre.



Il écrivait la veille sur la plage de Gaza : « Je retournerai

dans mon village. »



L'armée israélienne l'a assassiné, ainsi que 16 autres Palestiniens, alors qu'ils participaient pacifiquement à la « Marche du grand retour », à la frontière de la bande de Gaza.

Seize Palestiniens tués
vendredi par les soldats
israéliens pendant la

manifestation pour la Journée de la Terre, 1.416 blessés

30 mars 2018, par IMEMC



(Cet article a été hier, entre temps le nombre de morts et de blessés à été revu à la hausse)

30 mars 2018 – IMEMC News (International Middle East Media Center)

Beit Hanoun, Gaza ville, Bande de Gaza, attaques israéliennes, Jabalia, News Report

Le nombre de Palestiniens tués à Gaza à la bordure frontalière pendant les manifestations de la Journée de la Terre s'est élevé à 16, selon le ministère palestinien de la Santé.

Le Dr. Ashraf Al-Qedra, porte-parole du ministère de la Santé à Gaza, a donné l'identification des Palestiniens assassinés :

1. Wahid Nasrallah Abu Sammour, 27 ans, de Khan Younis, sud de Gaza (fermier tué avant l'aube sur sa terre)
2. Mohammad Kamal Najjar, 25 ans, de Jabalia, nord de Gaza
3. Mohammad Naim Abu Amro, 27 ans, de Sheja'eyya, Gaza ville

4. Amin Mansour Abu Moammar, de Rafah, sud de Gaza
5. Ibrahim Abu Sha'ar, 22 ans, de Rafah
6. Abdul-Fattah Bahjat Abdul-Nabi, 18 ans, de Beit Lahia, nord de Gaza
7. Mahmoud Sa'adi Rohmi, 33 ans, Gaza
8. Sari Waleed Abu Odah, de Beit Hanoun, nord de Gaza
9. Hamdan Ismael Abu Amsha
10. Jihad Ahad Freina, 34 ans, Est de Gaza ville
11. Ahmad Ibrahim Ashour Odah, 16 ans, nord de Gaza
12. Abul-Qader Merdhi al-Hawajri, 42 ans, du camp de réfugiés de Nusseirat, centre de Gaza
13. Jihad Zoheir Abu Jamous, 30 ans, de Khan Younis
14. Bader Faeq as-Sabagh, 21 ans, de Jabalia
15. Naji Abdullah Abu Hjeir, 25 ans, de al-Boreij, centre de Gaza
16. Mosab Zohair Salloul (non encore confirmé, son corps n'ayant pas été retrouvé)

1.416 Palestiniens ont été blessés, dont 758 frappés à balles réelles, 146 blessés par des balles d'acier enrobé de caoutchouc. Les autres ont été blessés par des gaz lacrymogènes, des grenades percutantes et autres armes soi-disant 'non létales'.

Mise à jour : Le ministère palestinien de la Santé dans la Bande de Gaza a rapporté que les soldats israéliens ont tué, vendredi, treize Palestiniens, et en ont blessé au moins 1.272, dont beaucoup souffrent de graves blessures, dans différentes parties de la Bande de Gaza.

La dernière victime identifiée au moment de ce rapport est Jihad Zoheir Abu Jamous, 30 ans, tué d'un tir à balles réelles dans la tête à Khan Younis.

Au moins vingt de ces Palestiniens blessés souffraient de blessures mettant leur vie en danger, surtout depuis que les soldats ont utilisé des balles explosives.

L'armée israélienne a eu recours à un usage excessif de la force, contre des manifestants non-violents qui marchaient en ne portant que des drapeaux palestiniens, en tirant sur eux des dizaines de balles réelles, en plus des balles d'acier enrobé de caoutchouc, des bombes lacrymogènes et des grenades percutantes.

Wahid Sammour a été le premier tué plus tôt vendredi, alors qu'il travaillait sur sa terre, quand les soldats ont lancé des obus dans les terres, à l'Est de Khan Younis.

Par ailleurs, les hôpitaux et les centres médicaux de toute la Bande de Gaza ont lancé des appels d'urgence aux Palestiniens pour qu'ils donnent leur sang pour les blessés.

Alors que les manifestations se poursuivent dans la Bande de Gaza assiégée, l'armée israélienne a également lancé des obus sur un site à l'Est du camp de réfugiés d'al-Boreij, au centre de Gaza, et sur un autre site, au sud-est de Gaza ville.

A Ramallah, au centre de la Cisjordanie, les soldats ont blessé des dizaines de manifestants palestiniens non-violents, à l'entrée nord de la ville d'al-Biereh.

Les soldats ont également attaqué des dizaines de manifestants non-violents à Budrus, à l'ouest de Ramallah, blessant de nombreux Palestiniens.

Egalement à Ramallah, les soldats ont tiré à balles réelles sur trois Palestiniens et provoqué des souffrances dues aux

effets de l'inhalation de gaz lacrymogène par des dizaines de personnes, après que l'armée ait recouru à un usage excessif de la force contre des manifestants non-violents dans le village de Nabi Saleh, au nord de la ville.

Deux Palestiniens ont eux aussi été abattus à balles réelles, après que l'armée ait attaqué des manifestants sur leurs terres, près de la colonie israélienne illégale de Halamish, construite sur des terres qui appartenaient aux villageois de Deir Nitham, à l'ouest de Ramallah.

Dans le village de Nabi Saleh, au nord-ouest de Ramallah, les soldats ont attaqué des dizaines de manifestants et lancé sur eux des dizaines de bombes lacrymogènes.

Dans le village de Bil'in, à l'ouest de Ramallah, des dizaines de Palestiniens, accompagnés par des militants de la paix israéliens et internationaux, ont tenu leur cortège hebdomadaire contre le Mur d'Annexion et les Colonies, protestant par ailleurs contre l'occupation sans fin et la reconnaissance américaine illégale de Jérusalem occupée en tant que capitale unifiée d'Israël.

En plus, les soldats ont attaqué des manifestants non-violents dans le village de Qusra, au sud-est de la ville de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie, alors qu'ils marchaient en portant des branches d'oliviers pour les planter sur leurs terres.

Les soldats ont également attaqué des manifestants non-violents à Hébron et ont enlevé au moins deux Palestiniens.

En plus, les soldats ont tiré à balles réelles dans la jambe d'un enfant palestinien, après que l'armée ait envahi le village d'al-Lubban ash-Sharqiya, au sud de la ville de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie.

Aujourd'hui, c'est le 42ème anniversaire de la Journée de la Terre des Palestiniens, quand Israël a illégalement annexé

2.100 hectares de terres palestiniennes et émis la « Loi sur le Bien des Absents » qui lui a permis de confisquer les terres des Palestiniens déplacés.

Ce jour là (le 30 mars 1976), l'armée a envahi de nombreuses villes et villages et tué six Palestiniens dans différentes parties de la Palestine historique occupée, et les Palestiniens ont depuis commencé à le commémorer, exprimant leur détermination et leur ténacité dans leur lutte pour la libération.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a déclaré samedi un jour de deuil national en réponse à l'assassinat des manifestants non-violents.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [IMEMC News](#)

Massacre à Gaza lors de la « marche du retour » : Communiqués et déclarations de soutien

Voici les premiers communiqués/déclarations d'associations, partis politiques, syndicats suite au massacre de 17

Palestiniens par l'état d'Israël le 30 mars 2018 à la frontière de Gaza lors de la marche pour le retour.

Pour actualisation: agencemediapalestine@gmail.com

—

FRANCE INSOUMISE:

<https://twitter.com/JLMelenchon/status/980037490890469378>

<https://twitter.com/ericcoquerel/status/980015198898675712>

NPA:

Solidarité avec les PalestinienEs face aux crimes de l'État d'Israël !:

<https://npa2009.org/communiqué/solidarite-avec-les-palestiniens-face-aux-crimes-de-letat-disrael>

PCF:

http://2017.pcf.fr/gaza_le_pcf_demande_une_intervention_imm_diate_pour_que_cessent_les_exactions_du_gouvernement_isra_lien

CAMPAGNE BDS FRANCE:

<https://www.bdsfrance.org/soutien-a-la-marche-du-retour-en-palestine-occupee/>

UJFP:

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6290>

AFPS:

<http://www.france-palestine.org/GAZA-l-AFPS-demande-une-intervention-immediate-du-President-de-la-Republique>

CGT:

<http://cgt.fr/Nouveau-massacre-par-l-armee-israelienne.html>

CGT INRA:

http://www.inra.cgt.fr/actualites/tracts/18_30.pdf

SOLIDAIRES:

<https://www.solidaires.org/Gaza-soutien-au-peuple-palestinien>

LDH:

<https://www.ldh-france.org/a-gaza-larmee-israelienne-tue-linaction-internationale-aussi/>

A L'INTERNATIONAL:

<https://twitter.com/jeremycorbyn/status/980047907213717510>

<https://twitter.com/SenSanders/status/980169624363859968>